



Éliane Giraud, conseillère régionale

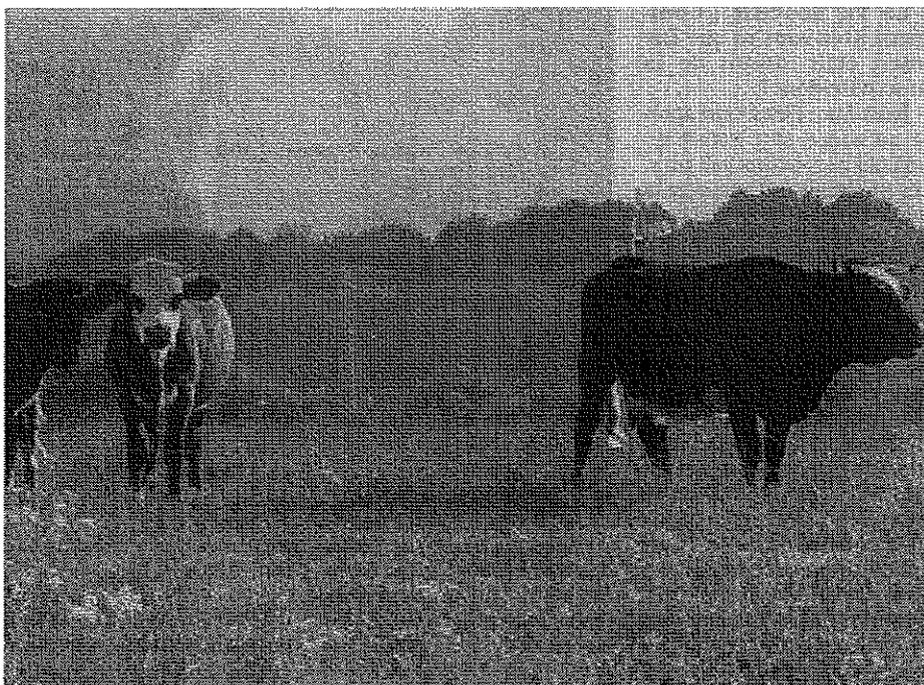
« L'enjeu, c'est la PAC »

À l'heure des bilans de la politique agricole commune (PAC), l'agriculture périurbaine se retrouve au cœur des préoccupations.

Éliane Giraud est conseillère régionale déléguée à l'agriculture, au développement rural et aux parcs naturels régionaux, et vice-présidente de PURPLE, plate-forme des régions périurbaines d'Europe. Elle a animé une rencontre sur l'agriculture périurbaine et le bilan de santé de la PAC, à Chambéry, le 19 septembre dernier.

La Vie nouvelle : Comment garder l'agriculture aux portes de nos villes face au foncier et aux zones industrielles ?

Éliane Giraud : Les deux sont nécessaires, nous devons trouver un équilibre. Les urbains réclament aujourd'hui de bons produits et veulent être assurés de la qualité alimentaire de ce qu'ils achètent. On sait le faire, mais pour cela, il faut des outils de production, donc garder nos surfaces agricoles près des villes. Nous sommes confrontés au même dilemme partout en France : tous les 10 ans, c'est l'équivalent de la surface d'un département qui est artificialisé. Nous devons maintenir notre foncier agricole, car c'est un outil de production pour l'agriculture. La question qui se pose en Savoie, c'est de savoir ce que l'on produit. Dans ces régions périurbaines, c'est l'élevage en premier lieu comme en zone montagnaise. Je souhaite donc que l'on rapproche les thèmes de l'agriculture périurbaine et de l'agriculture de montagne. Nous avons des vallées partout en Rhône-Alpes, et dans le même temps, 60 % de nos exploitations se situent en zone périurbaine.



L'agriculture périurbaine sera au cœur des préoccupations lors de la redéfinition de la politique agricole commune européenne en 2013.

C'est un véritable enjeu économique, et c'est tout l'enjeu de la révision de la PAC en 2013.

LVN : Comment dynamiser l'agriculture périurbaine ?

E.G. : Notre enjeu majeur aujourd'hui, c'est la transmission. Nous avons développé une politique importante en ce sens-là en Rhône-Alpes, à hauteur de neuf millions d'euros par an. Cela finance notamment des stages de reprise d'entreprises agricoles. Et nous finançons à 100 % les points d'accueil installation et transmission installés dans les chambres d'agriculture. Nous accompagnons l'agriculture afin de simplifier les choses pour les agriculteurs : qu'ils bé-

néficient d'un environnement économique sain et d'une véritable qualité de vie. Nous devons être en capacité de répondre à toutes les demandes. Notre but est de les aider à créer des exploitations viables économiquement, en évitant les situations « bricolées ».

LVN : Que peut être le poids de PURPLE sur notre agriculture savoyarde ?

E.G. : PURPLE regroupe treize Régions d'Europe, très différentes les unes des autres, mais toutes avec une forte problématique d'agriculture périurbaine. Nous avons donc élaboré des propositions pour soutenir cette agriculture au sein d'une déclaration commune. Je la remettrai à Michel

Barnier, ministre de l'Agriculture et de la Pêche lundi prochain. Nous travaillons beaucoup sur la PAC car c'est le véritable enjeu, mais nous voulons développer des partenariats et renforcer les échanges avec les autres régions. Cela permettra aux élus et aux partenaires de bénéficier de la présence des autres villes et des autres réseaux pour partager les expériences. C'est en mettant en commun nos solutions particulières que nous trouverons des solutions communes. Et que nous pourrions soutenir l'agriculture périurbaine en Savoie.

PROPOS RECUEILLIS
PAR DELPHINE ADORJAN